

Bruxelles, le 24.7.2015
C(2015) 5024 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24.7.2015

**relative au programme d'action annuel 2015 en faveur de la République de Namibie, à
financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24.7.2015

relative au programme d'action annuel 2015 en faveur de la République de Namibie, à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national (PIN) 2014-2020 relevant du 11^e Fonds européen de développement (FED) relatif à la coopération entre la République de Namibie et l'Union européenne³ en adéquation avec les priorités du gouvernement articulées autour de deux secteurs prioritaires: i) l'éducation et les compétences et ii) l'agriculture. En outre, le PIN prévoit des mesures en faveur de la société civile et des mesures destinées à soutenir ou accompagner la mise en œuvre du programme.
- (2) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre du 11^e FED⁴ sont d'encourager la population à se former et à acquérir des compétences, vecteur fondamental de la transition de la Namibie vers une économie concurrentielle sur les marchés mondiaux; de soutenir ou d'accompagner une éventuelle révision de la programmation, la préparation ou la mise en œuvre d'actions, d'aider l'ordonnateur national dans son travail et de renforcer les compétences professionnelles du personnel du bureau de l'ordonnateur et des autres services qui jouent un rôle essentiel dans la coopération entre l'Union et la Namibie.
- (3) L'action intitulée «Soutien à l'éducation et la formation professionnelles» vise à contribuer à améliorer l'accessibilité, la qualité et la pertinence de l'éducation et de la formation professionnelles en Namibie. Cet objectif sera réalisé par la mise en place d'un «pôle de formation» et par une campagne sur l'éducation et la formation professionnelles visant à informer et sensibiliser durablement les citoyens.
- (4) L'action intitulée «Programme d'appui à l'ordonnateur national/la commission nationale de planification» vise: à apporter un soutien ciblé aux interventions financées

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014) 7781 de la Commission du 30.10.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013).

au titre du 10^e et du 11^e Fonds européen de développement et à d'autres initiatives financées par l'Union; à renforcer la capacité générale de la commission nationale de planification à administrer l'aide publique au développement; et à contribuer à l'efficacité de la mise en œuvre, de la gestion, du suivi et de l'évaluation des plans nationaux de développement.

- (5) L'action intitulée «Facilité de coopération technique» servira à soutenir la préparation et la mise en œuvre des actions financées au titre du 11^e Fonds européen de développement et, à terme, la réalisation d'un examen à mi-parcours du PIN pour la Namibie.
- (6) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012⁵ de la Commission applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (7) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. Le programme de travail est constitué de l'annexe 1 (point 5.3.1).
- (8) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à l'entité désignée dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que cette entité garantit un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Cette entité respecte les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et d'appui nécessaires sont en place.
- (9) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour surveiller et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. La description de ces mesures et de ces tâches figure dans les annexes 2 et 3 de la présente décision.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (11) En vertu de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir les modifications non substantielles à la présente décision afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur compétent.
- (12) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne⁶,

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

Le programme d'action annuel 2015 en faveur de la République de Namibie, à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présenté dans les annexes, est approuvé.

Le programme comporte les actions suivantes:

- annexe 1: Soutien à l'éducation et la formation professionnelles;
- annexe 2: Programme d'appui à l'ordonnateur national/la commission nationale de planification;
- annexe 3: Facilité de coopération technique.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 15 000 000 EUR, à financer sur le Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Les tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées aux annexes 1, 2 et 3 ci-jointes, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

La section «Mise en œuvre» des annexes de la présente décision définit les éléments requis par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en compte dans le plafond visé au présent article.

⁶ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

L'ordonnateur compétent est autorisé à adopter de telles modifications non substantielles, dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 24.7.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission